

**Conférence organisée par Opium philosophie et La
fabrique Spinoza Sur le thème « Bien-être et travail »**

IEP Paris – Amphi Caquot – 19h15-20h15.

**Martine Verlhac: « La question de la centralité du
travail et ses enjeux »**

Quels enjeux y-at-il à poser la centralité du travail ? La question du travail est évidemment et à bon droit hantée par la question de la domination (dont la « lutte des classes », l' exploitation de l'homme par l'homme, l'oppression sociale etc... sont d'autres façons de l'assigner) puisque le travail est historiquement sinon essentiellement marqué par la domination. Il ne peut être question pour moi de congédier la question de la domination, la question de l'oppression sociale. Mais je dirai que depuis Marx et je crois, assez largement contre Marx, la réflexion contemporaine sur le travail a été comme envahie par un certain usage de la question de la domination : la domination a été pensée comme consubstantielle au travail, qu'on la justifie , qu'on la combatte ou qu'on l'estime plus ou moins naturelle et le travail apparaît alors comme un destin auquel on doit espérer échapper au moins partiellement. De ce point de vue cette doxa contemporaine contre laquelle le point de vue de la centralité du travail s'inscrit prend le relais de l'ancienne malédiction que certains tirent de Genèse II ou de l'antique mépris du travail qui parcourt plus ou moins la philosophie grecque. Or d'une part il n'est pas évident que Marx, qui a le premier fait la critique de la domination du travail, ait jugé que le travail devait être à jamais marqué par la domination et d'autre part, et c'est mon hypothèse, il se peut que le travail soit central dans la vie des hommes parce qu'il serait ce par quoi l'homme se définit et constitue son identité de sorte que cela le rendrait essentiel non au sens métaphysique (encore que...) mais au sens où il serait ce par quoi l'humanité constitue son sens. (en ce sens les présupposés philosophiques sur lesquels je m'appuierais si je devais développer et pour ne m'en tenir qu'à quelques uns, seraient Marx, Hegel, Bergson, Simone Weil...).

Il faut donc se demander contre l'idéologie de la fin du travail, qui a sans doute fait son temps, mais qui doit encore avoir ses défenseurs, et contre la

disqualification du travail qui est la marque encore dominante de nos sociétés - sans quoi la question du travail et celle de l'emploi serait la pierre de touche de la politique ce qu'elles ne sont vraiment dans aucun programme politique - ce que signifie cette centralité dans les projets que nous devons nous proposer pour rendre la vie humaine digne de ce que nous pouvons en espérer. (Puisque je suis ici à l'invitation d'un cercle spinoziste je dirais que si la centralité du travail est une hypothèse juste, alors le travail et corollairement l'emploi ne peuvent manquer d'être des moyens

pour chaque individu de persévérer dans son être à condition bien sûr qu'il ne soit pas un moyen que certains hommes s'octroieraient pour en détruire d'autres)

Plan :

-1- La question de la souffrance au travail, révélateur des vrais et faux problèmes On a souvent parlé d'une psychologisation du problème de la souffrance au travail pour disqualifier le problème de la souffrance au travail.. Mais s'il y a une telle psychologisation c'est celle d'une certaine idéologie qui s'empare de la souffrance pour enjoindre aux salariés d'apprendre à y résister comme si elle était normale, idéologie dont s'emparent certains entrepreneurs pour continuer à dominer ou même certaines entreprises de « gestion » de cette souffrance. Par ailleurs on ne peut ni laisser croire que le travail est par lui-même destructeur, ni laisser croire que la part d'effort, de difficulté qui est la marque du travail soit à confondre avec la souffrance produite par l'organisation délétère du travail

-2-une définition du travail qui rende compte de sa centralité.

Le travail a longtemps été défini comme plus ou moins « ignoble » et distingué de l'oeuvre et de l'action. Or si nous comprenons que toute activité humaine est travail nous ne le définirons plus en le distinguant des activités plus « dignes » ou plus « libres » et nous comprendrons, contre la division sociale du travail, sa portée anthropologique. Si nous comprenons sa portée pour la constitution de l'individu et pour le sens à donner au vivre ensemble, nous en comprendrons la centralité.

- 3-Le travail et la question de la justice

La division sociale du travail ayant divisé le travail contre lui-même, il

s'agirait de le libérer, de le réunifier et de poser les enjeux d'une politique du travail qui en comprendrait le sens y compris pour la démocratie. Il s'agirait de relever les défis que nous propose la Déclaration de Philadelphie.

-1-La question de la souffrance au travail, révélateur des vrais et faux problèmes

Pourquoi parler de révélateur idéologique ?

Parce qu'aujourd'hui, contre le courant de la psychodynamique du travail qui a mis en évidence les enjeux en termes de risques psycho-sociaux, mais aussi en termes politiques de la souffrance au travail, il y a une idéologie multiforme qui en assignant faussement cette souffrance tend à en occulter le sens ;

je vise ici la représentation du «stress au travail» comme inadaptation aux injonctions nouvelles du travail « mondialisé » et aux injonctions d'un travail

« compétitif »,

la représentation sociologique de cette souffrance comme déficit d'autonomie de l'individu face à l'inévitable disparition du welfare state¹

ou encore la psychologisation de la souffrance vue exclusivement comme réaction au harcèlement de la part d'un encadrement assigné comme pervers

voire une représentation se réclamant de la lutte des classes qui laisserait croire que dans le cadre du capitalisme on ne peut espérer que de la souffrance du travail.

Ces différentes tentatives visent peu ou prou et plus ou moins délibérément à nier l'origine du problème, mais aussi sa dimension politique : l'organisation ultralibérale du travail par un management sauvage. Que des pathologies psychologiques se greffent sur cette organisation qui n'est jamais qu'une

nouvelle forme de la domination n'empêche pas que ces explications sont des entreprises d'évitement eu égard des problèmes à poser.

>>> Qu'est-ce que la souffrance au travail et en quoi pose-t-elle des problèmes liés au dérive du travail aujourd'hui?

Le travail a toujours été et demeure plus ou moins aliéné. Ce concept (marxiste) d'aliénation pose des problèmes parce qu'il recouvre deux réalités qui n'ont pas été également éclaircies par Marx et qui ensuite ont été des tremplins pour des « idéologies » du travail :

soit l'aliénation est extorsion du produit du travail, exploitation à proprement parler,

soit elle est atteinte à l'intégrité existentielle de l'homme. A vrai dire, elle est certainement les deux, mais à partir de la prise de conscience de cette aliénation, les problèmes sont à déterminer. Le travail est-il une activité intrinsèquement aliénante au deux sens de ce terme ? Je ne le pense pas, mais ce problème est l'objet d'une définition du travail que je mène dans un second temps.

En attendant je veux indiquer **les enjeux** : Si la souffrance au travail est liée à une aliénation extrinsèque à l'essence du travail quoiqu'elle ait toujours existé, l'enjeu est de libérer le travail de son aliénation et de la domination et non de fuir le travail pour échapper à la souffrance qu'il produirait. Il faudra donc vérifier l'hypothèse (qui est la mienne) que le travail institue l'homme. Mais encore il faut aussi mettre le doigt sur un problème de fond, à savoir qu'il y a sans doute une souffrance inexpugnable, que je dirai normale, liée au travail, souffrance qu'il faut distinguer de la souffrance induite par la domination. : Si le travail est le processus de la transformation du monde, du réel,

l'opération par laquelle, rencontrant l'obstacle du réel, l'objectivité, il surmonte cet obstacle, alors le travail est difficile et il n'y a pas à penser qu'il pourrait en être autrement. Le travail, dans son acception pleine, est la résolution d'un problème et de ce point de vue il est source de satisfaction, mais avant qu'il ne soit résolu, il fait souffrir. Or cette difficulté liée au travail vivant doit être distinguée du dispositif de l'exploitation, de la domination qui transforme le travail en calvaire ou en humiliation. Il en est de la difficulté du travail vivant comme de l'effort (et là on pourrait renvoyer,

comme Christophe Dejours le fait à Maine de Biran) : il n'y a pas à espérer l'expulser car elle es le différentiel qui constitue le travail , différentiel entre l'objectivité du réel et le procès de la maîtrise qui se poursuit au sein même du travail non seulement entre l'objectivité et la subjectivité, mais encore entre le travail prescrit et le travail réel.

Mais que dans la course effrénée à la concurrence, à une productivité aveugle et aux bénéfices financiers le travail soit précisément dénaturé, disloqué, méprisé, c'est une souffrance qui comporte les pires dangers non seulement pour les individus, mais encore pour la culture.

-2- Une définition du travail qui rende compte de sa centralité.

Je définirai le travail dans la perspective de **faire pièce à ce que j'appelle les idéologies du travail**. C'est-à-dire les représentations du travail qui en font l'élément d'une domination inexpugnable ou ce qui en est le pendant , la représentation d'une activité forcément tronquée et mutilée qu'il faut fuir ou dont il faut souhaiter la fin.

A contrario j'adhèrerai, pour des raisons philosophiques pour mon compte, à la conception qui a justement été posée par la **psychodynamique du travail** comme celle de la centralité du travail. Je ne peux revenir ici sur le point de vue de la psychodynamique du travail sinon pour signaler que c'est à partir de la souffrance au travail que ce courant a compris les enjeux du travail pour la subjectivité : le travail étant essentiel à la constitution de l'identité, il faut en comprendre la nature centrale non seulement pour l'individu mais encore pour la communauté des hommes. Le point de vue de la psychodynamique du travail entre à mon avis en résonance avec un point de vue philosophique, mais encore faut-il se proposer de préciser ce dernier si tant est qu'un certain déficit philosophique a laissé sans réponse une disqualification du travail.

Le travail quoiqu'il n'ait longtemps pas été pensé ainsi du fait qu'il a été et est encore le lieu d'une domination, peut être défini comme **l'activité qui transforme le réel**. Et de ce point de vue il engloberait **toute activité des hommes**. De ce point de vue encore il est le fruit d'une lente évolution, même si elle est marquée par une rupture, qui va de l'animalité à l'humanité.

Il est l'activité de négation qui s'emparant de la nature **la transforme en culture**. Donc le travail est l'action de surmonter, de nier le réel qui a d'abord été rencontré comme obstacle, il est l'effort et la ruse pour le

dépasser, comme le développe fondamentalement Hegel. Parler à la fois d'effort et de ruse, c'est poser la solidarité dans le travail entre ce que nous séparons comme le corps et l'esprit. Le travail est uniment corporel (« manuel ») et intellectuel même si la division du travail l'a spécialisé. Cette solidarité a toujours existé et aujourd'hui la complexité du travail, même lorsqu'il est « subalterne » met en évidence cette solidarité. De ce point de vue on sera obligé de reconnaître, une fois consommée la rupture nécessaire avec un taylorisme qui perdure sous de nouvelles formes, que la machine loin d'expulser le travailleur devrait lui donner une place telle que son intelligence en même temps que son corps s'exerce.

Ainsi poserais-je que toute activité est travail. Ici je ne suis pas en train de dire que tout travail est également « digne », propos qui serait condescendant puisque la « dignité » est largement liée à la reconnaissance des produits du travail et que celle-ci a partie liée aux systèmes de la domination. Je veux en fait signaler que si **le travail a été divisé** du fait de la domination et du rapport de force qu'elle a induit, ce n'est pas une fatalité. Et là où Hannah Arendt distingue comme essentiellement le travail l'oeuvre et l'action ce qui chez elle entraîne une disqualification du travail et le diagnostic pessimiste que le travail, activité humaine la moins noble, contamine le reste des activités des hommes depuis l'époque moderne, je poserais que l'enjeu est de réunifier le travail, parce que s'il est vrai que le travail sollicite tout l'homme, il est aussi oeuvre et action. Selon Arendt, le travail serait ce qui produit des biens de consommation voués à la disparition, l'oeuvre ce qui produit quelque chose qui demeure et l'action ce que manifeste l'homme dans son excellence et qui produit l'espace public, la politique. Mais cette distinction est proprement liée à une représentation antique qui hiérarchise idéologiquement les actions des hommes. Or, même si le travail, du fait de ses conditions, est largement abrutissant, le travail est oeuvre en ce qu'il produit des procédures, il les invente, il résout des problèmes fussent-ils des problèmes qui se reposent à l'infini et le rapport moyen fin qu'il implique ne le réduit pas à un utilitarisme étroit.

Enfin le travail est action puisqu'il concerne le sujet avec les autres et devant les autres. S'il en est ainsi, **il s'agirait donc de réunifier le travail, de le libérer**, de lui accorder des droits : non seulement des droits sociaux, des droits protecteurs, mais encore des droits politiques. Le processus du droit s'est emparé du travail de telle sorte qu'aujourd'hui un homme qui travaille est un homme libre, c'est-à-dire que son statut personnel n'est pas

réduit à celui des produits de son travail , lesquels ne sont considérés que comme marchandises. Mais cette liberté demeure à accomplir s'il est vrai qu'aujourd'hui la marchandisation est l'instrument d'une domination continuée du travail et qu'elle contamine tout le travail.

En même temps, pour ce faire le travail doit être, contre cette marchandisation qui dégénère par le biais de la marchandisation (ultralibéralisme), réinvesti de son contenu politique autant que de contenu subjectif essentiel et à la division du travail doit être opposée la coopération de sujets librement associés.

-3- Le travail et la question de la justice.

Je ne peux ici développer la question de la division du travail qui a la plupart du temps été développée de façon très idéologique. Mais la division du travail, à côté des formes historiques d'exploitation du travail a incontestablement été un effet de la domination plus que de la coopération.

Je dirai donc que les problèmes posés par la division du travailleur d'avec lui-même dans la division des activités humaines, que la persistance des formes de la domination, et en dernier lieu le chômage appellent un traitement de la question du travail du point de vue de la justice sociale. Ce traitement doit commencer par une confrontation à propos de ce qu'est et de ce que doit être le travail.

Le travail comme transformation du réel a **une haute teneur politique** en ce qu'il es le lieu d'un concours, d'une composition et d'une convenance et une cité digne de ce nom doit à ce sujet organiser la confrontation et la discussion au lieu que dans la sphère politique il n'est jamais question de discuter /disputer du travail chacun partant d'a priori jamais explicités sauf à avancer de vagues propos sur la « valeur travail » expression qui cache des contenus souvent obscurs.

Nous sommes sans doute pour longtemps encore dans le régime de la domination, qu'on la justifie, la combatte ou qu'on la refoule. Mais comme le but de l'organisation en société est la liberté (Spinoza), le travail est forcément le siège de la domination et de la liberté. Dans cette tension, peut-être inexpugnable, le travail doit être organisé comme s'il n'était que le déploiement de la liberté, c'est-à-dire qu'il doit être organisé comme le lieu où les hommes composent et conviennent tout en concourant. Et comme on ne

peut rien attendre ici d'une spontanéité sociale ou d'une autorégulation, s'il y a bien à attendre quelque chose de l'Etat qui régit le droit, c'est l'instauration **d'un droit social** qui non seulement protège mais encore rend justice aux hommes qui travaillent. Sans quoi la démocratie ne serait qu'un vain mot. Que serait une cité dans laquelle des individus ont dans la cité des droits qu'ils n'ont pas au travail ? Or c'est hélas ce qui se passe. L'individu, reconnu comme citoyen est souvent au travail mis en demeure de renoncer à la pensée, à l'initiative voire à la moralité et à l'honnêteté, ce qui provoque en lui des conflits parfois insupportables. Le travail est suffisamment gratifiant, s'il est le lieu où l'homme se construit comme digne de l'estime de lui-même parce qu'il y résout des problèmes et que par son travail il s'insère dans la communauté sociale, pour qu'on le permette à tous. Mais malgré la déclaration de Philadelphie le « droit au travail » reste pour le coup un droit de plus en plus formel et en tout cas si le chômage apparaît comme une plaie il apparaît rarement comme le scandale premier dans la cité.

Par ailleurs et en même temps le travail est suffisamment difficile par lui-même pour que l'on n'y ajoute pas de la détresse venue de la domination laquelle n'est pas justifiable dans une société démocratique et s'il doit y avoir une organisation du travail, voire s'il faut envisager qu'il puisse évoluer, cette organisation et cette évolution ne peuvent avoir lieu sous le régime de l'arbitraire économique qui n'a pas moins qu'un autre à nous imposer sa « loi ».

Il n'y a sans doute pas de travail sans angoisse ni souffrance : il n'y a qu'à prendre l'activité qui aux yeux de la plupart est la plus « libre » à savoir l'activité artistique, pour comprendre qu'on ne fera jamais l'économie de la souffrance. De surcroît, comme le dit C. Dejours « le travail demeure une des manières les plus ordinaires de faire l'expérience du conflit de finalité entre la rationalité instrumentale ou stratégique et la rationalité morale-pratique », donc il n'y a pas à espérer un travail « idyllique », mais ce conflit doit être vécu et assumé normalement par tous sans que quiconque doive y risquer son identité ou sa santé physique ou mentale du fait de la détresse qui lui serait infligée par d'autres.

Il faut donc **poser les conditions** pour que la difficulté normale du travail et les conflits normaux qu'il entraîne aient libre cours.

-La **première condition** c'est le travail lui-même et sa condition sociale,

l'emploi. L'objectif du plein emploi est le seul avouable politiquement d'un point de vue démocratique.

-La **deuxième condition** c'est que les travailleurs puissent être « employés à des occupations où ils aient la satisfaction de **donner toute la mesure** de leur habileté et de leurs connaissances et de contribuer au bien-être commun » (Déclaration de Philadelphie), ce qui implique évidemment un programme éducatif.

-La **troisième condition**, c'est que dans le procès du travail, l'individu , à sa place, soit inscrit dans un cadre de coopération où il a **droit à la pensée et à la parole.**

-La **quatrième condition** c'est qu'il demeure **maître de son travail et du produit de son travail.** Ceci n'implique point forcément le « communisme », mais d'une part une redistribution sociale décente et que d'autre part le travail au lieu d'induire une séparation quasi ontologique entre le sujet et l'objet permette leur réconciliation ce qui implique que la marchandisation ne contamine pas toutes les relations sociales.

-La **cinquième condition** serait, en conclusion, que l'ensemble des conditions précédentes puisse aider chacun, dans le processus du travail à **se rendre digne de l'estime raisonnable de soi.**